

Le Parlement du Venezuela interpellera le dirigeant d'opposition Guaidó



Caracas, 13 mai (RHC) L'Assemblée Nationale (parlement) du Venezuela interpellera le dirigeant de l'opposition Juan Guaidó en raison de ses liens supposés avec les organisations colombiennes du trafic de drogue, a rapporté le député José Brito.

Le président de la commission parlementaire spéciale chargée d'enquêter sur les crimes contre le patrimoine de la nation a indiqué dans des déclarations aux médias que ladite commission cherchera à éclaircir les liens de Guaidó avec le groupe criminel des Rastrojos.

En 2019, une série de photos montrant Juan Guaidó, reconnu par les États-Unis comme président en charge, avec des membres de ce groupe narco-paramilitaire, ont été rendues publiques.

Liés aux délits de narcotrafic, d'assassinat et d'extorsion, ces individus auraient aidé Guaidó à se rendre en Colombie à la veille d'une fausse opération d'aide humanitaire organisée en février de cette année-là, et qualifiée par le Venezuela d'écran pour une agression.

Les photos diffusées constituaient une sorte d'assurance pour les criminels, et elles ont démontré en outre que l'administration d'Ivan Duque a laissé au soin des Rastrojos les arrangements pour l'entrée de Juan Guaidó sur le territoire colombien, selon les dénonciations du pouvoir exécutif bolivarien.

Le député José Brito a en outre exposé des éléments découlant des enquêtes menées par la commission spéciale, qui font état de l'utilisation illicite de l'entreprise pétrochimique vénézuélienne Monómeros, installée en Colombie. Caracas a été dépouillée des actifs de cette entreprise.

À cet égard, il a indiqué que le conseil d'administration illégal nommé par Guaidó, sous l'autorité du prétendu gouvernement parallèle, pour gérer l'entité de production et de commercialisation d'engrais, a augmenté de manière disproportionnée la production d'urée.

Ce composant est largement utilisé dans le processus d'obtention de la cocaïne, et l'essentiel de la production de monomères depuis le premier trimestre 2019 a été vendu à des sociétés soupçonnées d'avoir des liens avec le commerce de la drogue, a indiqué Brito.

Le 23 janvier 2019, Juan Guaidó s'est autoproclamé président en charge du Venezuela, acte soutenu par l'administration américaine de Donald Trump qui a ouvert les portes au blocage de milliards de dollars de biens de l'État vénézuélien.

Outre la société pétrolière Citgo, située aux États-Unis, et les réserves d'or déposées dans la Banque d'Angleterre, la société Monomères constitue l'un des principaux actifs spoliés de la nation sud-américaine.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/257145-le-parlement-du-venezuela-interpellera-le-dirigeant-dopposition-guaido>



Radio Habana Cuba